

# la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

Pour un regroupement syndicaliste

par Un groupe de militants

Les grèves anglaises

par F.-A. RIDLEY

La fin de l'humanité ?

par J. PERA

Le vrai problème nord-africain

par SINDBAD LE MARIN

Avant le congrès « Force Ouvrière »

par L. MERCIER

# LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire  
(mensuelle)

## CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois ..... 400 fr.  
Un an ..... 700 fr.

EXTERIEUR

Six mois ..... 480 fr.  
Un an ..... 850 fr.

Le numéro : 70 francs

ADRESSER LA CORRESPONDANCE

concernant la Rédaction  
et l'Administration à la  
Révolution prolétarienne

14, rue de Tracy — PARIS (2<sup>e</sup>)  
Téléphone : CENTral 17-08

PERMANENCE

Tous les soirs, de 18 à 19 heures  
le samedi, de 17 à 19 heures

UTILISER POUR LES ENVOIS  
DE FONDS

notre compte chèques postaux  
Révolution prolétarienne 734-99 Paris

## Sommaire du N° 88 - Novembre 1954

Pour un regroupement syndicaliste .....	Un groupe de syndicalistes
Les grèves anglaises .....	F.-A. RIDLEY
La fin de l'humanité? .....	J. PERA
Le « justicialisme » en action .....	L'Itinérant
Un geste de scission .....	HAGNAUER, PETIOT THEVENON
Le dernier anarchiste français est mort : Alexandre Jacob .....	R. L.
Le vrai problème nord-africain .....	SINDBAD LE MARIN
Avant le congrès « Force Ouvrière » .....	L. MERCIER
L'Internationale se fera-t-elle pour qu'elle fasse et qu'elle soit le genre humain? ..	R. HAGNAUER

### Parmi nos lettres

Pour que le pacifisme et le syndicalisme soient efficaces .....	F. GAUTHIER
Les élections syriennes .....	GALLIENNE
Erreur d'orientation? .....	M. LANDRY
« Après le congrès du S.N.I. » .....	A. COUC
(Réponse de Franc).	

### Notes d'économie et de politique

M. Mendès, liquidateur. — Les « entre- prises marginales » et la valeur du franc. — Les « entreprises marginales » et l'agri- culture.	
---	--

### La vie des cercles

Cercle Zimmerwald :	
Causerie de Gustave Stern sur le mouve- ment ouvrier en Allemagne occidentale. Adresse de solidarité au Bureau de la Confé- rence des socialistes d'Asie. Déclaration sur la déportation de Messali Hadj.	

Entre nous

# Librairie Economique et Syndicale

Société nouvelle coopérative d'impression, d'édition et de librairie

198, avenue du Maine, PARIS-14<sup>e</sup>

Tél. : SUFFren 66-70 poste 36

CCP Paris 7741-35

Francs

Naville : La vie de travail et ses problèmes .....	600
(Mesure de la vie de travail. Structure d'âge de la population active. Répartition sociale des métiers qualifiés. Progression de l'emploi juvénile.)	
I. et N. Lazarevitch : L'école soviétique .....	600
(Cette étude repose exclusivement sur les données de source soviétique et traite de l'état actuel de l'instruction publique en U.R.S.S.)	
M. Leroy : Histoire des idées sociales en France .....	990
(Voici le troisième volume de la très intéressante étude de M. Leroy. Ce livre va d'Auguste Comte à P.-J. Proudhon.)	
T. Mende : L'Asie du Sud-Est entre deux mondes .....	900
(Récit de voyage, enquête politique, révélation d'hommes et de conflits que nous ignorons encore, le livre de T. Mende n'a pas, à l'heure actuelle, d'équivalent en librairie.)	
Gourfinkel : Gorki par lui-même .....	300
(C'est une très humaine présence de l'auteur que Nina Gourfinkel s'est surtout attachée ici à mettre en lumière.)	
David : La participation des travailleurs à la gestion des entreprises privées dans les principaux pays d'Europe occidentale .....	600
Fusilier : Le parti socialiste suédois .....	900
L'avenir du travaillisme .....	600
(« Nouveaux essais fabiens » présentés par R. H. S. Crossman.)	

PASSEZ VOS COMMANDES EN VOUS RECOMMANDANT  
DE « LA REVOLUTION PROLETARIENNE »

# POUR UN REGROUPEMENT SYNDICALISTE

Des plaintes s'élèvent fréquemment à propos de la dispersion des militants syndicalistes, du manque de coordination entre les efforts déployés pour définir une politique ouvrière, du grand nombre de bulletins d'opposition sans grand rayonnement.

Si, au cours des dernières années, des tentatives ont été faites pour rassembler les courants qui se disent ou se veulent syndicalistes, et qui se manifestent au sein des confédérations, les résultats n'ont pas été brillants ; les luttes de fractions et de clans ont bien vite découragé les éléments ouvriers, pour ne laisser en vedette — mais sans public — que les représentants de quelques groupuscules politiques. Ces expériences ont provoqué le découragement des syndicalistes, écœuré les bonnes volontés, fait se recroqueviller les cercles de province. Et les essais sporadiques pour relier les éléments actifs et sains du mouvement syndical se heurtent dorénavant non seulement aux obstacles habituels, c'est-à-dire aux phraséologies sclérosées et aux patriotismes de chapelle, mais encore à la lassitude et à la méfiance des échaudés. Il apparaît donc qu'une nouvelle initiative en faveur d'un regroupement syndicaliste ne peut espérer une chance de succès que si elle tient compte des raisons d'insuccès antérieurs.

La raison essentielle de l'échec, à notre avis, c'est d'avoir voulu unifier, sur la foi d'un certain vocabulaire commun, des militants, des groupes et des tendances qui étaient, en fait, les résidus de la décomposition des vieilles formations, c'est-à-dire des échantillons d'époques révolues. Leur addition ne pouvait faire un total. L'illusion qui consiste à réunir un trotskyste et un bordighiste, un ex-PSOPiste et un ancien de la C.G.T.S.R., un anarchiste et un abondanciste, sous le commun dénominateur « minoritaire », ne donne qu'un musée d'histoire ouvrière et un recueil de petites histoires, n'engendre que des discours — connus — et des déclarations de principe sans application. La fidélité à une étiquette est souvent fidélité à des souvenirs. Or nous sommes en 1954. Et tel trotskyste est partisan de la « rentrée » au P.C., tel anarchiste diffuse des sous-produits de l'**Humanité**, et tel socialiste de « gauche » confond neutralisme et internationalisme. Le dosage savant de semblable rassemblement peut tenter des stratèges en chambre, mais il est évident que ce jeu ne débouchera jamais sur la réalité sociale et que ni le C.N.P.F. ni le gouvernement n'en seront affectés. La confusion entre regroupement politique et travail en commun des syndicalistes est toujours dangereuse.

Si l'on veut bien reconnaître que le besoin de coordonner les forces éparses du syndicalisme correspond essentiellement au désir de donner aux problèmes sociaux une réponse ouvrière, il faut choisir la méthode qui correspond au but poursuivi. C'est en inventoriant les forces vives du mouvement syndical, en les rendant conscientes de leurs possibilités, en les faisant bénéficier d'expériences déjà tentées, en les rassemblant en vue d'efforts communs, que nous pouvons espérer rendre au syndicalisme un rôle social véritable et lui ouvrir des perspectives d'avenir.

Ces forces existent. Dans la Loire comme dans la Gironde, dans l'Ouest comme dans la région parisienne. Il ne s'agit pas, insistons encore, de groupements d'autant plus catégoriques dans les termes de leurs ordres du jour que leurs membres sont plus éloignés de l'action quotidienne, mais bien de syndicats et de militants enracinés dans les réalités ouvrières, actifs et combattifs. Ceux-ci ressentent la nécessité de confronter leurs luttes, leurs espérances, leurs expériences, leurs inquiétudes avec celles surgies dans d'autres régions. La difficulté est de pouvoir organiser la confrontation, puis la liaison, en évitant l'écueil des dogmes sectaires, des rengaines usées, des particularismes d'organisations. Mais le choix du terrain peut au contraire favoriser la rencontre ; et le seul terrain possible est celui de la réalité sociale que nous vivons, des questions essentielles qui se posent au mouvement syndical, des interventions ouvrières possibles.

La tâche des militants syndicalistes, sur la brèche depuis vingt, trente ou quarante ans, n'est pas de fournir quelques formules aux générations qui, à partir de 1944, se sont mises à la dure école de l'activité syndicale. Leur tâche première est de découvrir les situations et phénomènes nouveaux, avec les générations nouvelles, et, ensemble, de définir une politique syndicale ouvrière correspondant aux exigences de l'époque présente.

Ainsi, mais ainsi seulement, nous pourrions, dans le seul laboratoire où nous pouvons prétendre avoir accès et qui est la société elle-même, mettre à l'épreuve les méthodes d'action et les formes d'organisation qui sont l'héritage du mouvement syndical.

Comment procéder ? Réaliser un inventaire des forces syndicales libres — quelle que soit leur filiation confédérale ou leurs origines, à l'exclusion des succursales syndicales de partis — d'abord. Ensuite, une rencontre nationale des militants représentatifs de leurs régions et de leurs professions, qui étudieraient, avec des yeux neufs, la situation sociale, définiraient les problèmes de fond, élaboreraient les réponses ouvrières, et rechercheraient les moyens d'intervention. Telles nous apparaissent être les tâches indispensables à remplir, pour aboutir à un regroupement syndicaliste.

A lire les articles de Thevenon et d'Hagnauer dans la **Révolution prolétarienne**, ceux des collaborateurs du **Trait d'Union Syndicaliste**, ceux des rédacteurs de l'**Alliance Ouvrière**, il nous apparaît que ce travail, difficile parce qu'il rompt avec les vieilles habitudes, est souhaité, donc réalisable par des militants.

UN GROUPE DE MILITANTS SYNDICALISTES.

(Les camarades prêts à tenter ce rassemblement peuvent écrire à Louis Mercier, à la R.P.)

# Les grèves anglaises

*La grève des dockers britanniques est terminée. Nous jugeons nécessaire cependant de publier l'article de notre camarade F.-A. Ridley, écrit en pleine bataille, qui nous éclaire sur la haute signification de celle-ci.*

Au moment où j'écris, aujourd'hui 22 octobre, une vague de grèves est en train de déferler sur l'Angleterre. Les dockers, les ouvriers des ports, les travailleurs du Livre et les conducteurs d'autobus de Londres sont tous entrés dans l'action. Pour la première fois depuis la grève générale de mai 26, les journaux quotidiens de la capitale n'ont pas paru ; la grève des dockers s'est étendue du port de Londres, dès maintenant complètement paralysé, à Liverpool, à Hull, à Southampton et encore à d'autres centres ; enfin, à l'instant même où j'écris, la radio que contrôle l'Etat, la B.B.C., vient d'annoncer une réunion du cabinet britannique pour discuter, entre autres choses, de l'emploi de la troupe dans les docks et des mesures à prendre pour « protéger » l'intérêt national contre ce « sabotage antisocial » du « Welfare State » (l'Etat-Providence), dont les dockers se sont rendus coupables ! Il convient sans doute tout à fait, dans une pareille occasion, que le chef du gouvernement appelé à prendre des mesures contre ce qui est peut-être la plus grande grève qu'il y ait eu en Angleterre depuis 1926 soit ce vétéran de la lutte de classe — du côté bourgeois — qu'est le noble Sir Winston Churchill, héros de Sidney Street, et qui aurait écrasé dans un bain de sang la grève générale de 1926 si on l'avait laissé faire ! Par quelle action d'éclat ce vétéran, maintenant octogénaire, de la lutte de classe va-t-il clore la longue et dramatique carrière qu'il a faite au service de sa classe, la bourgeoisie britannique ?

## La montée du coût de la vie

En ce qui concerne les dockers, la principale de leurs revendications consiste dans l'abolition des heures supplémentaires *obligatoires*. Cependant, si quelqu'un qui, comme moi, n'a pas de liens directs avec la vie des usines, peut hasarder une conjecture, je dirai que la cause réelle et *fondamentale* de toutes ces grèves réside dans l'augmentation continue du coût de la vie, celui-ci s'étant élevé fortement depuis la fin de la guerre, tout particulièrement dans ces dernières années. Même l'actuel chancelier de l'Echiquier, le conservateur R. A. Butler, a dû récemment reconnaître que le pouvoir d'achat de la livre sterling n'est plus aujourd'hui que de 15 shillings 8 pence au lieu de 20 shillings, par rapport à la livre de 1948, et l'on doit ajouter que c'est là une estimation qui est au-dessous de la vérité. C'est dans cette rapide élévation du coût de la vie — qui frappe inégalement les différentes couches de la population — que nous devons chercher la véritable raison de la présente vague de grèves. En

fait, nous nous trouvons en face d'une situation économique qui se renouvelle périodiquement en société capitaliste : la pénurie au milieu de l'abondance. Un gouvernement conservateur qui se targue d'un « miraculeux » rétablissement économique, qui exhorte pieusement les ouvriers à partager son patriotique enthousiasme et... en même temps, à travailler plus dur et à se serrer la ceinture ! Ce n'est d'ailleurs pas là un phénomène particulier à l'Angleterre !

## 1926 et aujourd'hui

La grève générale de 1926 n'a pas échoué du fait d'un manque de courage de la part des grévistes eux-mêmes ; celui qui écrit ces lignes a joué un rôle modeste dans cette grève et il peut le certifier d'après son expérience personnelle ; il n'y a, en effet, aucune classe au monde qui témoigne *dans la pratique* de plus de conscience de classe que la classe ouvrière britannique, quoique aucune autre n'en soit davantage dépourvue quant à la *théorie*, aucune ne comprendrait moins qu'elle la dynamique de l'actuelle lutte de classe.

En 1926, la grève générale échoua parce que, en premier lieu, les travailleurs n'avaient pas de philosophie révolutionnaire, ni marxiste, ni autre, pour éclairer et montrer la route qu'il fallait suivre, et, en second lieu, parce que les politiciens du parti travailliste et les chefs des syndicats qui avaient été forcés, beaucoup contre leur gré, de déclarer la grève, tournèrent casaque dès qu'ils découvrirent — ce que tout révolutionnaire aurait pu leur enseigner — qu'en proclamant la grève *générale* ils faisaient le premier pas vers la *révolution*. Car une grève générale est une action contre l'Etat, c'est-à-dire contre la classe bourgeoise dans son ensemble, classe dont l'Etat bourgeois n'est que le « comité exécutif ». Mais, ainsi que nous l'avons signalé, il y eut toujours une totale absence de *doctrine* politique chez les ouvriers britanniques.

## Les syndicats changent de camp

Il y a, aujourd'hui, une grande différence avec mai 26.

En 1926, les grandes lignes de la lutte de classe étaient encore bien marquées. D'un côté la bourgeoisie ; de l'autre, le prolétariat. Dans l'Angleterre qui fut le berceau et demeura pendant longtemps le principal foyer de la révolution industrielle, cette ligne de démarcation entre les deux classes était particulièrement nette. Mais aujourd'hui, il y a des taches au tableau et les lignes autrefois

si claires de la lutte de classe sont devenues plus ou moins indistinctes sous l'ombre projetée par le « Welfare State ».

Cela se manifeste particulièrement dans les grèves actuelles. Tandis qu'en 1926 le Labour Party se tenait, bien qu'un peu timidement, du côté des grévistes, il se dresse aujourd'hui contre les ouvriers chaque fois que ceux-ci recourent à une forme quelconque d'action directe pour la défense de leurs intérêts, en laissant inutilisée toute la grande machinerie d'arbitrage dont la plus grande part a été mise debout par le gouvernement travailliste de 45-51. Il ne fait guère de doute que si le Labour Party était aujourd'hui au pouvoir, M. Attlee et ses collègues seraient, eux aussi, en train d'examiner comment ils vont protéger l'« intérêt général » contre les travailleurs ! Et cela tout particulièrement dans le cas de la grève des autobus qui sont une entreprise nationalisée, et nationalisée par le gouvernement *travailliste* !

Pratiquement, il n'y a à peu près pas de différences dans l'attitude des deux partis réformistes, les torys et le Labour, à l'égard de la philosophie de l'action directe. Tout comme Churchill, et, en présence d'une situation identique, Attlee enverrait la troupe dans les docks pour empêcher les grévistes de causer des dommages à « notre » (*sic*) commerce d'exportation. La seule différence possible serait qu'Attlee prendrait peut-être un plaisir moins manifeste à agir ainsi que Churchill !

L'attitude du Labour Party est donc très différente de celle qu'il eut en 26, mais c'est surtout chez les syndicats que le changement est le plus grand. Le trait le plus significatif des grèves actuelles consiste en ce que le mouvement syndical officiel a changé de camp : le « Congrès des trade unions » (équivalent des C.G.T. françaises) qui, en 1926, se tenait du côté des grévistes est aujourd'hui *contre eux* ! Différence considérable ! En 1926, le Congrès des trade unions était à moitié de bon cœur, derrière les grévistes ; aujourd'hui, il est contre eux, de tout son cœur !

### Les souhaits de Noël de la Cour

Il y a un an ou deux, ce très habile contre-révolutionnaire qu'est « Son Altesse » le duc d'Edimbourg, mari de la jeune reine Elizabeth, fit la démarche sans précédent d'envoyer une carte de souhaits de Noël au président du Congrès des trade unions. J'écrivis alors dans le *Socialist Leader* qu'à mon avis cette action de la part de la monarchie représentait un pas décisif dans l'évolution du mouvement trade-unioniste anglais.

Le Congrès des trade unions est, en effet, maintenant « arrivé » ; il est aujourd'hui tranquillement incorporé dans les cadres de l'Etat bourgeois. Et c'est une conclusion à laquelle les titres de noblesse si libéralement distribués aux chefs des syndicats conduit aussi, inévitablement. Lorsque, durant la génération précédente, le trade-unionisme était un mouvement *prolétarien*, sinon révolutionnaire, on n'assistait jamais à un pareil spectacle ! Vous ne voyez pas *Sir Tom Mann*, ou *Sir Ben Tillet*, ou *Sir Arthur Cook* !

Nous avons un proverbe anglais qui dit que « la paille montre d'où vient le vent » : de même font les titres royaux et les souhaits

de Noël (1). Le mouvement trade-unioniste est certainement en train de faire tout ce qui est en son pouvoir pour s'acquitter envers les royales Altesses. *Sir* — encore un *Sir* — Arthur Deakin et ses collègues du Congrès des trade unions s'époumonnent à presser les grévistes d'abandonner l'action directe et d'accepter l'arbitrage « impartial » de l'Etat bourgeois — un Etat non seulement bourgeois, mais dirigé par un gouvernement conservateur ! Et le Conseil général du Congrès des trade unions, qui est l'état-major du Congrès, vient d'aviser solennellement les dockers que l'« intérêt national » exige qu'ils retournent immédiatement au travail et acceptent l'arbitrage « impartial ».

Font de même, il va sans dire, les Attlee, Morrison, Gaitskell et Cie, chefs parlementaires du Labour Party.

Quelques-uns des plus petits syndicats seulement, notamment celui qui ne comprend que des dockers, le syndicat « bleu » des « stevedores », gardent encore leur vieille combativité et participent directement à la grève.

Il faut à nouveau redire qu'à l'heure présente, ce dont a le plus grand besoin le mouvement ouvrier britannique, est un cours de théorie politique, notamment en ce qui concerne la nature de l'Etat bourgeois « impartial ».

### Les leçons de la grève

Au moment où j'écris, la grève des dockers continue à s'étendre en dépit des exhortations combinées du gouvernement, de l'opposition parlementaire et des chefs syndicaux. Jusqu'ici, cependant, l'archevêque de Canterbury n'est pas encore intervenu pour exprimer la bonne volonté de Dieu à l'égard de la bourgeoisie et sa colère contre les grévistes qui prétendent en diminuer les profits. Mais il se peut que cela ait lieu à la première occasion, comme il en fut en 1926 !

N'étant ni prophète, ni spirite, ni « expert » économique, je ne prétends pas être à même d'établir l'horoscope de la grève. Depuis la grande grève des docks de 1889, les dockers de Londres ont toujours eu une tradition de combativité. On peut supposer que s'ils tiennent assez longtemps, quelques-unes, au moins, de leurs revendications seront probablement satisfaites. Les affaires, actuellement, marchent bien : en conséquence, la grève est une perte de profit pour les compagnies de navigation. En tout cas, au moment où ces lignes paraîtront, le monde — y compris les lecteurs de la *R.P.* — connaîtra sans doute l'issue de la grève.

Ce qui est beaucoup plus important, c'est de tirer la leçon de cette dernière manifestation du mouvement ouvrier que sont ces grèves anglaises de 1954, car il est bien évident maintenant pour le lecteur, nous l'espérons, que les conditions qui prévalent aujourd'hui en Grande-Bretagne sont très différentes de celles qui existaient dans le passé, aussi bien en 1926 qu'à tout autre époque.

(1) En plus de ce que nous venons d'indiquer concernant la croissante respectabilité du Congrès des trade unions, il faut ajouter que le Congrès est maintenant en train de construire, pour loger ses services, un véritable palais, près du British Museum. A juger de ce qu'on en voit déjà, Buckingham Palace, le Versailles de la Cour britannique, ne sera plus, à côté, qu'un modeste rendez-vous de chasse.

Quelles leçons convient-il donc de tirer des derniers événements pour les socialistes révolutionnaires et les syndicalistes ?

## Le Labour et l'Etat

La première leçon qui se présente à nous est que, en Angleterre aujourd'hui et en France demain, nous sommes en face d'un état de choses réellement *totalitaire*. Non pas dans le sens d'un Etat à « un seul parti », à la mode fasciste ou stalinienne, mais dans le sens aussi important, bien que plus insidieux, d'une société dans laquelle aucune manifestation de la lutte de classe n'est plus permise. Dans une crise telle que l'actuelle, *tous* les organes de l'Etat bourgeois agissent ensemble et pareillement. Quand on y regarde de près, il n'y a plus maintenant aucune distinction entre torys et travaillistes dans le domaine politique, ou entre la Fédération des employeurs et le Congrès des trade unions dans le domaine économique. *Ils sont tous d'accord sur l'essentiel* : la seule chose qui soit interdite, qui soit absolument tabou, c'est une action de classe indépendante, quelle qu'elle soit — autrement dit : toute manifestation de lutte de classe.

Or, étant donné qu'il est évident que c'est précisément la totale suppression de la lutte de classe qui caractérise l'Etat totalitaire et en constitue le trait capital, nous devons en conclure que le présent « Welfare State » de la Bourgeoisie et du Travaillisme réunis, est *pour l'essentiel*, dans la Grande-Bretagne d'aujourd'hui, un Etat totalitaire dans lequel aucune divergence fondamentale et aucune lutte de classe ne sauraient plus être tolérées.

Naturellement, c'est un fascisme avec un petit f. Un gant de velours encore épais recouvre la main de fer. D'ailleurs, la bourgeoisie anglaise a toujours été la grande spécialiste mondiale du « camouflage », bien que le mot lui-même soit français.

## Vers une renaissance du syndicalisme britannique ?

Il résulte clairement de ce qui précède que nous avons maintenant atteint la croisée des chemins. Les anciens instruments de la lutte de classe, ou bien sont actuellement périmés, ou bien se sont transformés dialectiquement dans leurs contraires. D'où, inévitablement, l'alternative qui se présente à nous : ou bien la lutte de classes disparaîtra pour une période indéfinie au sein d'une collaboration de classe universelle ; ou bien la guerre de classe, qui est le sang et la vie de toute société non totalitaire et le signe certain qu'une société non totalitaire existe, doit trouver de nouvelles formes pour se manifester. Lorsque la guerre de classe existe, aucune espèce d'Etat totalitaire ne peut survivre ; il lui faut « s'évanouir ».

Celui qui écrit ces lignes est surtout mêlé au mouvement politique révolutionnaire, mais il se pourrait bien que les colonnes de la *R.P.* aient à s'ouvrir à ceux qui, voulant s'opposer au cours présent des choses, cherchent à élaborer de nouvelles formes de syndicalisme révolutionnaire adaptées au monde de 1954. Les grèves anglaises sont une indication dans ce sens.

F. A. RIDLEY.

# LA FIN DE L'HUMANITÉ ?

La vie n'a pu se développer sur la terre qu'après extinction à peu près totale de la radioactivité initiale.

Or, avec les « hommes », la matière devenue vivante vient de trouver des moyens de faire réapparaître la radioactivité contraire à toute vie. C'est une histoire de fous. Elle doit donc être prise au sérieux.

Je ne parle pas de la bombe atomique. Cette source-là de rayons, elle fait heureusement peur... Et, peut-être, la guerre atomique n'aura-t-elle pas lieu !

Mais il y a bien d'autres sources de radioactivité ! Le ministère de la Santé vient de distribuer des affiches destinées aux locaux où l'on produit des rayons. « **Rayon X : Danger !** » (Peut-être ces louables papiers rendront-ils les manipulateurs, médecins et infirmiers, moins insouciant pendant quelques jours).

L'affiche se termine par cette phrase : « LES TISSUS VIVANTS TOTALISENT LES IRRADIATIONS FAIBLES POUR DECLENCHER BRUTALEMENT UNE LESION CHRONIQUE TRES DIFFICILE A GUERIR. »

Ainsi donc, même une radioactivité aussi apparemment anodine que celle des ampoules de scopie n'est pas sans danger.

Parmi les effets surprenants des rayons — effets mal connus — il semble bien qu'il y a encore d'autres choses que le phénomène de **totalisation**. Il y a, par exemple, l'**effet retardé**. Les gens qui ont reçu une forte dose de rayons meurent ; c'est connu. Mais ils ne meurent pas tout de suite ; il faut quelques jours, ou quelques semaines. S'ils ne meurent pas, il semble bien qu'ils puissent, même longtemps après, présenter des accidents graves, auxquels on ne trouve pas d'autre cause que l'irradiation. Une fillette d'Hiroshima est devenue aveugle, plusieurs années après la bombe, par développement d'une cataracte double, maladie de vieillard.

On est donc en droit de penser que ce n'est jamais impunément que l'on reçoit un rayonnement de très petite longueur d'onde.

Or les sources de rayonnement de cet ordre se multiplient dans le monde. Tout Etat national veut avoir sa « pile ». On en vient même à faire bouillir de l'eau avec la chaleur qui accompagne les processus radioactifs (« Nautilus »)... Cela, c'est comme si on prétendait s'éclairer en utilisant la lumière produite par des coups de canon, et sans s'occuper de ce que deviennent les obus.

Car les générateurs radioactifs engendrent des corps qui **demeurent** radioactifs. Il est nécessaire de se débarrasser de ces sous-produits dangereux. Comment fait-on pour s'en débarrasser ? On les enterre, ou on les immerge. Le débarras est illusoire. Cela fait penser à une personne qui, brûlant du charbon dans une pièce close, se croirait à l'abri de l'oxyde de carbone pour avoir mis le réchaud dans un coin où on ne le voit pas.

Deux choses sont sûres :

1°) L'humanité ne renoncera pas à la production radioactive. (Elle peut en attendre de très grandes choses.) Les sources radioactives deviendront de plus en plus nombreuses ;

2°) La production radioactive **ne peut pas** être laissée au gré de multiples souverainetés.

Ou les Etats nationaux vont cesser d'exister ; ou ce sont les hommes qui disparaîtront, avec les animaux et les végétaux.

J. PERA.

# Le « Justicialisme » en action

Nous n'essaierons pas de définir le « justicialisme », cette doctrine (?) que Peron modifie sans cesse et que ses agents présentent à coups d'adjectifs délirants. A l'origine, il s'agissait d'un nationalisme criard, d'un étatismisme centralisateur, d'un socialisme paternaliste qui ne pouvait se comprendre que par des formules **anti** : ni capitalisme individualiste, ni communisme grégaire ; une sorte de troisième voie que le « caudillo » allait frayer à son peuple, par les seules vertus de son génie, de l'enthousiasme populaire et... de la pûrice. Depuis, les zigzags de la marche triomphale ont désespéré les observateurs les plus patients et les moins prévenus. Il ne demeure plus guère, des affirmations et des promesses grandiloquentes distribuées à pleine voix du balcon présidentiel, que les refrains propagandistes.

Il n'y a pas longtemps, Vulétich, parlant au nom de la C.G.T. péroniste (seule centrale reconnue), déclarait à une assemblée de l'Organisation Internationale du Travail : « Les employeurs deviennent plus intransigeants et plus égoïstes à mesure que les années passent. » Et il terminait son discours par cette phrase : « En accordant aux employeurs les mêmes droits qu'aux travailleurs, l'O.I.T. place l'argent au même niveau que l'homme. »

Voilà qui était bien dit. Regardons maintenant ce qui se passe en Argentine où Vulétich règne sur le monde du travail...

Nous lisons dans la presse (contrôlée, censurée et n'exprimant que les opinions du régime) : « Le président de la Confédération Générale Economique, M. Gerhard, assiste aux réunions hebdomadaires du Cabinet. » Et le ministre Revestido, à un banquet de la Chambre de Commerce de la capitale fédérale, présente ce fait comme la preuve « de la sincérité qui anime le gouvernement quand il propose de travailler en commun avec l'initiative privée ».

Il y a, en effet, une nouvelle politique péroniste. Elle consiste, suivant les propres termes que Peron a employés le 2 juillet 1954 devant les délégués patronaux, à transférer les entreprises étatisées aux mains des sociétés privées. « L'Etat argentin, a déclaré le président, se sentira très heureux le jour où il n'aura plus en son pouvoir une seule entreprise commerciale, industrielle ou de production ; parce que le moment sera venu où toutes les entreprises de production, de transformation et de distribution, qui sont aujourd'hui aux mains de l'Etat en conditions florissantes, seront absorbées par l'intérêt privé. Voilà notre orientation. »

Voilà qui va changer les thèmes publicitaires des attachés sociaux des ambassades argentines et le contenu des discours au B.I.T. !

L'origine de ce nouveau tournant se trouve-t-elle dans le voyage effectué récemment par Milton Eisenhower, ambassadeur extraordinaire nord-américain ? C'est possible, car d'autres mesures de type « libéral » sont prises ou annoncées : l'exploitation des gisements pétrolifères est confiée à des entreprises étrangères ; les discussions portant sur les salaires seront du ressort exclusif des salariés et des patrons. En tout cas, le virage est considérable, en paroles du moins, puisqu'il y a un an, Peron menaçait les propriétaires terriens de procéder à une réforme agraire « de style soviétique ».

Nous disons en paroles. Il est fréquent de voir

Buenos-Aires prendre une attitude d'autant plus nette qu'elle est passagère ; le temps d'obtenir un emprunt par exemple, ou d'attirer quelques capitaux en quête de dividendes.

La politique de bascule entre Moscou et Washington n'est pas terminée, et le nombre de conseillers ou de fonctionnaires communistes incrustés dans l'état-major gouvernemental n'a pas diminué.

Pour l'instant, les travailleurs argentins n'en sont pas à évaluer les termes d'un choix international ; ils se contentent de calculer leurs salaires en kilogrammes de nourriture. Une dizaine d'années de justicialisme ne rend pas ce calcul superflu. L'organe socialiste argentin « Nuevas Bases » a établi — en se basant sur des chiffres officiels qui pèchent par optimisme — un tableau permettant de mesurer le pouvoir d'achat d'un ouvrier par heure de travail. Il vaut tous les discours :

	1943	1954
Viande . . . . .	2,000	0,750
Pain . . . . .	4,000	3,000
Sucre . . . . .	2,250	1,500
Yerba (maté) . . . . .	1,000	0,750
Café . . . . .	0,330	0,190

Mais la législation sociale d'Argentine est une des plus avancées qui soit au monde, dira-t-on. Celle de l'Union soviétique aussi peut-on répondre. Les faits sont plus éloquentes, là encore. A la suite des grèves dans la métallurgie de Buenos-Aires, trois décrets ont été pris par le président de la nation argentine et contresignés par le ministre de l'Intérieur, Borlenghi. En voici le libellé identique pour les trois décrets : « Le président de la nation argentine décrète : (Art. I) — La police fédérale procédera à l'arrestation et mettra à la disposition du pouvoir exécutif... (suit une longue liste de noms, correspondant presque tous à des ouvriers métallurgistes). » Les grévistes, plutôt que jouir des bienfaits de la législation « avancée », subissent les lois répressives en vigueur depuis que « l'état de guerre intérieure » a été proclamé.

Mais il y a des syndicats ? Bien sûr. Voyons comment ils fonctionnent. Par exemple lors de la grève des métaux. Nous transcrivons une lettre d'information publiée par le bulletin des syndicalistes argentins exilés (Montevideo).

« A Buenos-Aires, au numéro 5 de la rue Castro-Barros, le 4 juin à 9 h. 15, 2.500 délégués sont réunis dans le local de la Fédération argentine de Boxe. En face du local, 1.500 ouvriers — très agités parce qu'ils savent que la commission directrice est prête à les trahir — réclament une assemblée générale. Alors qu'ils luttent pour entrer dans la salle, on entend des coups de feu, les portes sont défoncées et les vitres sont brisées.

» A l'intérieur, le sieur Baruch réclame le calme et la dignité ; des délégués demandent sa démission et échangent des coups avec ceux qui prennent sa défense.

» Dehors, un policier arrête un ouvrier et le conduit jusqu'à la station de métro à coups de poings.

» Les blessés et les morts sont enlevés en camion.

» A 10 heures, le désordre se généralise à l'intérieur : scènes de pugilat et jets de pierres et de bouteilles...

» A 10 h. 10, le calme étant rétabli, le sieur Baruch annonce que la grève prendra fin lundi à 0 heure, et signale à un officier de police que cette décision entraînera des incidents.

» A 10 h. 15, 800 personnes environ, aux cris de « A la plaza de Mayo ! » (où se trouve le palais présidentiel) parcourent la rue Rivadavia, portant des drapeaux argentins crêpés de noir. La police arrête le cortège à l'angle de la rue Uriburu. Trente ouvriers sont conduits en camion au Département central. Ils reviennent vers 12 h. 25 et annoncent à leurs camarades qu'ils ont parlé au chef de la police à qui ils ont demandé une entrevue avec le général Peron. Les manifestants décident de se réunir le lendemain au syndicat, à 8 heures.

» Le même jour à 13 h. 15, une centaine d'agents du Département central se réunissent au syndicat. Ils sont armés de revolvers et de gourdins. A 16 heures, ils déchargent deux camions emplis de gourdins et de barres de fer, préparent les lances d'incendie et, à 19 heures, plus de trois cents hommes, portant brassard, se pro-

mènent devant le local. Tout laisse prévoir qu'une chaude discussion se déroulera à propos des principes justicialistes.

» Le 5 juin à 8 h. 30, les ouvriers se réunissent face au local syndical et décident de former un comité de grève qui visitera tous les établissements le lundi et demandera aux travailleurs de poursuivre le mouvement. De même, ils décident de demander aux ouvriers d'Avellaneda de se solidariser avec ceux de la capitale.

» Le même jour, à 14 heures, des camions transportant deux cents hommes armés s'arrêtent devant le local de l'Union Ouvrière de la Métallurgie ; ils viennent, ainsi que l'annonce Santiago Gonzales, membre de la commission directrice, « courser » les mécontents, comme le furent ceux d'Avellaneda. La police surveille le local. »

Voilà donc l'atmosphère du justicialisme et voilà le rôle des dirigeants péronistes de la C.G.T. Une fois de plus, l'expérience montre que le chemin du pain ne peut être différent du chemin de la liberté.

L'ITINERANT.

## UN GESTE DE SCISSION

L'organe officiel de la C.G.T.-F.O. nous a appris que la Commission Exécutive confédérale avait à l'unanimité interdit aux enseignants F.O. d'appartenir à la Fédération autonome.

Cette décision hâtive, brutale — que la C.E. n'avait d'ailleurs pas le droit de prendre — a provoqué une réponse de trois militants instituteurs que nous publions ci-dessous :

*Une circulaire signée Galoni, secrétaire de la Fédération de l'Education Nationale, nous informe que la C.E. confédérale en sa séance du 22 octobre a décidé d'interdire la double affiliation à F.O. et à la Fédération Autonome de l'Enseignement. Pour Galoni, cette « ordonnance » a force de loi. Il ne transmet que pour « information ».*

*Il est cependant quelques objections de principe :*

1<sup>o</sup>) Cette interdiction peut être interprétée comme une condition statutaire d'adhésion — ou comme une mesure d'exclusion.

Dans le premier cas, seul le congrès peut modifier les statuts et la modification ne peut avoir d'effet rétroactif. Dans le second cas, la procédure d'exclusion est fixée par les statuts. La C.E. n'est nullement qualifiée pour instruire et juger de tels procès.

2<sup>o</sup>) En règle générale, en vertu des principes fédéralistes — base de la structure confédérale — un syndicat est maître de son recrutement. Nous rappelons — pour mémoire — qu'un syndicat adhère à la C.G.T.-F.O. par le double canal d'une union et d'une fédération — que les syndicats nationaux ne sont pas prévus dans les statuts confédéraux. Que notre situation soit anormale, qu'elle provoque les réactions de nos camarades ouvriers ; mais l'affaire a déjà été examinée. Il aurait été possible de procéder à un nouvel examen. Dans le passé l'adhésion des instituteurs a déjà posé des problèmes difficiles. Mais autrefois, on s'efforçait de concilier des nécessités apparemment contradictoires et d'encourager la fidélité au syndicalisme ouvrier. Et on n'aurait jamais conclu par une décision hâtive et bâclée un débat de cette ampleur.

Nous sommes disposés à ce débat. En attendant nous n'opposons que deux observations aux affirmations de Galoni qui appelleraient plus longue réfutation.

1<sup>o</sup>) Il est facile d'opposer la propagande F.O. dans

*un syndicat coupé en deux par la scission à celle dans un syndicat ayant conservé son unité corporative. La scission chez les instituteurs n'ayant pas été consommée en 1948 — à tort ou à raison — il faudrait, pour juger équitablement, comparer les résultats obtenus par les militants F.O. au sein de l'autonomie et le bilan du Syndicat National des instituteurs F.O., fondé en 1950. Nous sommes prêts à cette confrontation.*

2<sup>o</sup>) On peut discuter sur le nombre des instituteurs pratiquant la double affiliation et douter des résultats de leur propagande. On n'a pas le droit de négliger le fait que, pour la plupart, ils ont adhéré à F.O. dès la fondation de celle-ci, qu'ils participent ou ont participé à l'activité des unions, qu'ils collaborent souvent avec le Centre d'Education Ouvrière. Autonomes par douloureuse nécessité corporative, ils sont militants à F.O. par leur volonté de fidélité au syndicalisme libre et à l'organisation ouvrière.

R. HAGNAUER (Seine)  
R. PETIOT (Côtes-du-Nord)  
U. THEVENON (Loire)

Nous n'avons rien à ajouter... actuellement. Les lecteurs de la « R. P. » qui ont lu nos articles sur la crise de la Fédération de l'Education Nationale F.O. doivent comprendre que, dans la situation présente, les enseignants qui participent activement à la vie des Unions de syndicats sont placés devant ce dilemme :

— ou abandonner l'autonomie et se couper de tout lien corporatif ;

— ou rompre avec F.O., ce qui privera nombre d'Unions de militants pour qui le syndicalisme est autre chose qu'une situation lucrative.

D'autre part, Galoni — responsable de cette décision — ne craint pas de mettre sur le même plan la Fédération autonome et la C.G.T.

Voilà qui nous éclaire sur la direction du vent... à la C.G.T.-F.O.

Un geste de scission, à la veille du congrès de la Fédération autonome et du congrès de la C.G.T.-F.O. — Une preuve nouvelle du mépris de l'action propre des U.D. Voilà la seule interprétation possible du vote de la C.E.

Félicitations aux... « minoritaires » de F.O. qui l'ont votée.

**Pour que le pacifisme et le syndicalisme soient efficaces**

De notre camarade F. Gauthier (des P.T.T. de la Creuse), à propos des articles sur « la plaque tournante de 1914 ».

*Je suis de ceux à qui l'étude des responsabilités de la guerre de 1914 à travers les ouvrages non conformistes, parus vers les années 25-30, a dessillé les yeux aveuglés par l'endoctrinement scolaire. Cette brutale reconnaissance des erreurs lues dans les manuels scolaires officiels (Isaac et Malet) — je ne dis pas entendus de la bouche de mes professeurs — m'a permis de renverser totalement les idées acquises dans mon adolescence et de découvrir pacifisme intégral et syndicalisme révolutionnaire. Quoique pacifisme intégral et syndicalisme révolutionnaire ne doivent pas être des fauteuils dans lesquels s'assoit l'esprit, mais des moteurs de transformation sociale, des moteurs qu'il faut conduire et que les difficultés de la route peuvent obliger à réparer, à réviser, à modifier les mécanismes.*

*A travers les événements survenus entre 1939 et 1954 peut-on dire que ces doctrines ont rempli parfaitement ce rôle ?*

*Dans la négative, quelle doit être l'attitude du militant soucieux de l'efficacité ?*

*J'espère que notre camarade nous dira ce qu'il pense là-dessus.*

Cette question est, en effet, celle que tous les militants doivent poser pour tenter de la résoudre. Et notre camarade Gauthier devrait développer plus longuement ses observations personnelles. Ce n'est pas pour lui renvoyer la balle. Car nous avons déjà répondu, au hasard de nos rencontres et propos. Ce qu'il faut d'abord c'est épurer le mouvement du stalinisme et de l'étatisme. Tout ne sera pas résolu. Mais tout deviendra plus clair. — R.H.

**Les élections syriennes**

Nous avons reçu de Damas, du camarade Gallienne, la lettre suivante :

*Vous serez sans doute intéressé par quelques détails sur le résultat des élections syriennes.*

*Les indépendants forment le groupe (si l'on peut dire) le plus important de la Chambre avec 54 députés. Parmi eux se trouve l'ancien président du conseil Khaled el Azem, auquel on prête l'intention de former un gouvernement de coalition avec l'appui des indépendants, des populistes et des socialistes.*

*Le parti populiste a 34 élus. C'est très insuffisant pour qu'il puisse espérer faire accepter l'idée du croissant fertile (union de la Syrie avec la Jordanie et l'Iraq) par le Parlement.*

*Le parti nationaliste de Choukri Kouatly, ancien président de la République, compte 24 députés.*

*Vient ensuite le parti socialiste de la renaissance arabe, qui a 14 élus (au lieu de 4 dans la chambre précédente). Sa campagne a été particulièrement brillante à Hama, où la liste socialiste a battu celle de la famille Azem (grands propriétaires).*

*Le parti populaire syrien (fascisant), qui collabore avec Chichakly, a 2 élus. Le mouvement de libération arabe, que fonda Chichakly, en a 2 également, dont Kouzbari, président de la Chambre sous la dictature militaire.*

*Le parti socialiste coopératif, qui malgré son nom a fait cause commune avec les nationalistes, a un élu.*

*Pour la première fois en Syrie, un communiste stalinien, Khaled Bagdache, a été élu à Damas au premier tour. Son succès est causé par l'opposition des masses arabes à la politique américaine dont il est apparu comme l'ennemi numéro 1.*

*Il faut enfin ajouter les 9 représentants des nomades, qui sont comme d'habitude les émirs, chefs de tribus.*

*Les frères musulmans, en tant qu'organisation, n'ont pas présenté de candidats. Mais parmi les indépendants élus se trouve un de leurs dirigeants, Mchammed Mobarak.*

**Erreur d'orientation ?**

En même temps qu'elle nous envoie un versement exceptionnel, pour nous aider à boucler le budget, et nous donne des adresses de possibles, Marguerite Landry nous fait une suggestion de travail en commun avec d'autres publications et formule une critique sur ce qu'elle appelle une erreur d'orientation des camarades Louzon et Hagnauer :

*Sur le plan financier, il me semble qu'il y aurait un moyen d'améliorer la situation de la R.P., c'est en prenant des accords avec d'autres revues similaires pour un travail commun, par exemple le Trait d'Union ; cela permettrait peut-être d'étoffer la revue, en utilisant à la fois les articles approfondis des uns et les expériences pratiques des autres. Ne serait-ce pas ainsi le noyau de la Ligue syndicaliste ?*

*Mais d'autre part, je pense que les difficultés de la R.P. ne viennent pas seulement de la question financière, mais d'une erreur d'orientation, notamment de la part des camarades Louzon et Hagnauer. Je ne pense pas, en réponse à l'article de ce dernier, que « l'autre côté du rideau de fer soit muet » (voir juin 1953 à Berlin). Mais il nous faudra du temps pour déceler les conditions de lutte de classe en régime technocratique. Je pense que l'internationalisme se justifie au moins autant qu'en 1939, pas si facile bien sûr qu'en 1914. La première tâche serait évidemment de diminuer la conscience « nationale », et d'intensifier la conscience de classe. Il serait bon aussi de ne pas se faire d'illusions, notamment de la part des jeunes animateurs F.O. (pool charbon-acier, plein emploi, raccourcissement du secteur distributif, etc.), mais de voir constamment les interventions des gouvernements dans le cadre de l'évolution du capitalisme.*

*On peut certes essayer de s'entendre avec des publications amies pour une aide mutuelle en vue d'une meilleure diffusion, et la reproduction d'articles parus ailleurs demeure toujours possible, mais il y aurait sans doute plus d'inconvénients que d'avantages à la rendre systématique, entre deux organes, chacun perdant alors son originalité et la lecture des deux ne devenant plus nécessaire...*

*Quant à l'erreur d'orientation qui est reprochée notamment à Louzon et à Hagnauer, les lignes, trop brèves, de Landry ne permettent pas d'en discuter, car rien de ce qu'elle écrit ne semble contredire leurs articles.*

*Mais il est certain que tout ce qu'écrivent ces camarades n'est pas du goût de tous nos lecteurs. Ce n'est pas à Louzon et à Hagnauer qu'il faudrait le reprocher, mais à ceux qui ne sont pas d'accord et s'abstiennent de le dire.*

*Ce qui est grave et nuit à la R.P. c'est qu'on a perdu l'habitude de discuter. Voilà le malheur !*

